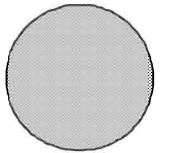
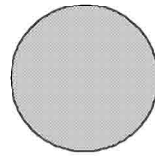
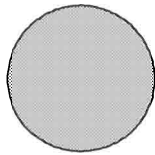
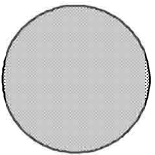


rapport de gestion



RAPPORT

DE LA MUNICIPALITÉ DE LAUSANNE

AU CONSEIL COMMUNAL

sur sa gestion pendant l'année 2004

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Conformément à l'article 36 de la loi du 28 février 1956 sur les communes et aux articles 100 à 104 du règlement du Conseil communal, la Municipalité vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2004.

Le rapport contient les divisions suivantes :

Préambule :	Conseil communal et Municipalité
Chapitre I :	Administration générale et finances
Chapitre II :	Direction de la sécurité publique
Chapitre III :	Direction culture, sports, patrimoine
Chapitre IV :	Direction des travaux
Chapitre V :	Direction de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation
Chapitre VI :	Direction de la sécurité sociale et de l'environnement
Chapitre VII :	Direction des services industriels
Annexe :	Bureau du Conseil communal (article 20 du règlement du Conseil communal)

PRÉAMBULE

Conseil communal et Municipalité

CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal a tenu 17 séances (dont 5 citées longues) au cours de l'année 2004 (18 séances ordinaires en 2004).

Le Conseil a reçu 14 pétitions; 37 motions et 2 projets de règlements ont été déposés; 43 interpellations, ainsi que 17 questions ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil.

La Municipalité lui a présenté un rapport, ainsi que les préavis suivants :

1. Administration générale et finances.....	14 préavis
2. Sécurité publique	1 préavis
3. Culture, sports, patrimoine.....	11 préavis
4. Travaux.....	16 préavis
5. Enfance, jeunesse et éducation.....	7 préavis
6. Sécurité sociale et environnement.....	5 préavis
7. Services industriels.....	2 préavis
<hr/>	
soit au total.....	56 préavis

MUNICIPALITÉ

	Titulaires		Suppléants	
Administration générale et finances	M.	Daniel BRELAZ	M.	O. Français
Sécurité publique	Mme	Doris COHEN-DUMANI	Mme	E. Rey
Culture, sports, patrimoine	M.	Jean-Jacques SCHILT	Mme	S. Zamora
Travaux	M.	Olivier FRANÇAIS	M.	J.-J. Schilt
Enfance, jeunesse et éducation	M.	Oscar TOSATO	Mme	D. Cohen-Dumani
Sécurité sociale et environnement	Mme	Silvia ZAMORA	M.	O. Tosato
Services industriels	Mme	Eliane REY	M.	D. Brélaz

En 2004, la Municipalité a tenu 53 séances (54 en 2003).

PRÉAVIS AU CONSEIL COMMUNAL

Date de la décision du Conseil communal	N°	Administration générale et finances
30 mars	2004/6	12 février : Admissions à la bourgeoisie de Lausanne.
25 mai	2004/9	26 février : Informatique : nouvelle stratégie architecturale technique (projet SAT).
23 novembre	2004/10	1 ^{er} avril : Réponses de la Municipalité à treize motions.
29 juin	2004/15	22 avril : Commune de Lausanne. Comptes de l'exercice 2003.
31 août	2004/16	29 avril : Révision partielle des Statuts de la Caisse de pensions du personnel communal - Mesures d'assainissement et développement durable – Réponse à la motion de Mme Christina Maier.
—	2004/18	19 mai : Institutions et groupes de réflexion traitant de la mondialisation. Réponse aux motions de Mmes D. Gillard et A. Eggli et de M. C.-D. Perrin.
29 juin	2004/19	27 mai : Crédits supplémentaires pour 2004 (1 ^{ère} série).
23 novembre	2004/27	1 ^{er} juillet : Acquisition d'un système d'information des ressources humaines (phase 2).
14 septembre	2004/31	12 août : Admissions à la bourgeoisie de Lausanne.
26 octobre	2004/35	16 septembre : Arrêté d'imposition pour l'année 2005.
8 décembre	2004/36	16 septembre : Remplacement et extensions ordinaires du réseau RECOLTE pour l'exercice 2005.
8 décembre	2004/38	23 septembre : Autorisations d'achats pour l'exercice 2005.
8 décembre	2004/41	30 septembre : Commune de Lausanne. Budget de fonctionnement de l'exercice 2005. Plan des investissements pour les années 2005 et 2006.
8 décembre	2004/43	21 octobre : Crédits supplémentaires pour 2004 (2 ^{ème} série).

Date de la décision du Conseil communal	N°	Sécurité publique
—	2004/32	12 août : Gestion et contrôle du stationnement – Nouvelles mesures. Demande de crédit pour l'extension du dispositif et réponses aux motions de MM. Philippe Martin et Jacques Pernet.

Date de la décision du Conseil communal	N°	Culture, sports, patrimoine
15 juin	2004/3	21 janvier : Centre omnisports de Grand-Vennes. Remplacement du terrain en matière synthétique.
29 juin	2004/7	12 février : Immeuble rue du Midi 8 à Lausanne. Projet de rénovation du bâtiment.
29 juin	2004/8	19 février : Droit distinct et permanent de superficie en faveur de SODIMED S.A. Prolongation de durée.
31 août	2004/11	1 ^{er} avril : Maison du sport lausannois – Réponse à la motion Andrea Eggli.
29 juin	2004/12	8 avril : Fédération Internationale de Volley-Ball (FIVB). Vente de 1 150 m ² environ de la parcelle n° 6 031, à l'avenue de la Gare.
29 juin	2004/13	8 avril : Centre omnisports de la Vallée de la jeunesse. Transformations intérieures. Mise en conformité et réaménagement du réfectoire.
	2004/29	8 juillet : Quartier du Rôtillon, îlots A et B. Constitution de deux droits distincts et permanents de superficie en faveur de RÔTILLON-PROMOTION S.A.
23 novembre	2004/30	8 juillet : Bellerive-Plage. Réfection, amélioration et remplacement d'équipements. Demande d'augmentation du compte d'attente.

9 novembre	2004/33	2 septembre : Achat de la parcelle n° 20 239 et demande de crédit d'ouvrage pour la construction d'un nouvel immeuble administratif au Flon – Vente de l'immeuble administratif de Beau-Séjour 8, fraction de la parcelle n° 6 031. Aménagement du bâtiment sis aux Côtes-de-Montbenon 7-9 avec transfert au patrimoine administratif. Demande de crédit d'ouvrage pour la construction d'une passerelle. Réponses à deux motions.
—	2004/51	18 novembre : Îlot Riponne-Tunnel, à Lausanne – Constitution d'un droit distinct et permanent de superficie en faveur de la Coopérative Tunnel-Riponne – Octroi d'un prêt chirographaire – Octroi de la garantie du service de la dette.
—	2004/53	9 décembre : Fondation-Maisons pour étudiants de l'Université et de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (FME) – Prolongation de la durée d'un droit de superficie au chemin des Falaises.
Date de la décision du Conseil communal	N°	Travaux
15 juin	2004/14	8 avril : Restructuration du réseau tl. 1 ^{ère} étape – ligne n° 18. Réaménagements ponctuels de la rue de Genève (tronçon rue de la Vigie – avenue de Morges), de l'avenue de Sévelin et de la rue de Sébeillon liés à la mise en service de la nouvelle ligne n° 18.
5 octobre	2004/21	3 juin : Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre l'avenue de la Vallombreuse, la commune de Prilly, le Désert de la Grangette, la Falaise des Plaines-du-Loup et le Désert en Gratta-Paille. Addenda au plan légalisé n° 638 du 7 octobre 1988.
5 octobre	2004/22	24 juin : Rénovation et extensions du réseau de distribution d'eau d'eauservice pour l'exercice 2004. Demande de crédit complémentaire.
5 octobre	2004/23	24 juin : Station d'épuration des eaux usées de la région lausannoise (STEP). Sécurisation du site, protection de la santé et management qualitatif et environnemental.
9 novembre	2004/24	24 juin : Plans généraux d'évacuation des eaux (PGEE).
26 octobre	2004/25	24 juin : Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre l'avenue de Cour, le chemin de la Batelière, les limites nord de la parcelle n° 916 et est des parcelles n°s 4769, 4768 et 3018, le chemin des Plaines, l'avenue de Rhodanie et le chemin du Stade. Addenda au Plan d'extension n° 583 du 25 février 1977. Addenda au plan partiel d'affectation n° 669 du 14 septembre 1994. Radiation partielle du Plan d'alignement n° 255A du 24 juillet 1936. Modification du plan partiel d'affectation n° 705 du 10 avril 2001. Etude d'impact sur l'environnement. Vente de 1113 m ² de la parcelle n° 4755. Convention avec la société Philip Morris. Convention avec la société British American Tobacco.
8 décembre	2004/34	9 septembre : Rénovation et extension de la voirie. Marquage routier. Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics. Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau. Crédits-cadre annuels 2005.
—	2004/39	23 septembre : Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre l'avenue de la Vallonnette, les limites Ouest de la parcelle n° 3347 et Nord de la parcelle n°s 3358 et 3354. Radiation partielle des plans d'alignement n° 129 du 3 novembre 1911 et n° 242 du 27 juillet 1934.
—	2004/42	14 octobre : Plan partiel d'affectation concernant les parcelles n°s 2669 et 2670 sises à la route Aloys-Fauquez. Modification partielle du plan de quartier n° 410 du 16 août 1960. Radiation du plan de quartier n° 410A du 26 août 1966. Modification partielle du plan partiel d'affectation n° 699 du 6 juin 2000.
—	2004/46	28 octobre : Etudes régionales : demande d'un crédit.
—	2004/48	4 novembre : Circulation à la route des Plaines-du-Loup. Réponse à la pétition de M. Roland Philippoz et consorts.
—	2004/50	11 novembre : Extensions ordinaires du réseau d'eau pour les exercices 1999 et 2001. Demande de crédits complémentaires.
—	2004/52	2 décembre : Etude d'un nouvel aménagement et d'une conception novatrice du trafic dans le secteur Chauderon/Bel-Air/Grand-Pont. Réponse à la motion de M. Alain Faucherre.
—	2004/54	9 décembre : Réponse à la motion de M. Georges-Arthur Meylan «de la lumière, aussi pour les piétons».

—	2004/55	16 décembre : Promotion de l'usage du vélo à Lausanne. Réponse à la motion de M. L. Matthey-Doret & consorts. Réponse à la motion de M. A. Bron. Réponse à la motion de Mme A. Pasche. Réponse à la pétition du Syndicat du personnel des transports publics lausannois. Demande de crédit pour le financement d'aménagements et de mesures de promotion du vélo.
—	2004/56	16 décembre : Pour un aménagement des arches du Grand-Pont et de la place de l'Europe. Réponse à la motion de M. Gianni John Schneider.

Date de la
décision du
Conseil communal

N°

Enfance, jeunesse et éducation

20 avril	2004/1	8 janvier : Lancement d'une campagne de sensibilisation destinée aux Lausannoises et Lausannois ayant pour thème «L'éducation, c'est l'affaire de tous».
15 juin	2004/2	8 janvier : Pour une démarche de type «Fourchette verte» dans les écoles et cuisines scolaires de Lausanne – Réponse à la motion de Mme Christina Maier.
30 mars	2004/4	21 janvier : Mesures d'urgence pour la rentrée scolaire 2004 : création, transformations et assainissement de locaux scolaires à l'établissement du Belvédère. Demande de crédit d'ouvrage.
4 mai	2004/5	21 janvier : Restauration de l'église de Montheron. Réponse à la motion de M. Pierre-Henri Loup.
29 juin	2004/17	13 mai : Centre de vie enfantine de la Cité – Extension de l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE) «La Cour des Miracles» par la création d'une nouvelle garderie-nursery de 44 places – Réponse à la motion de Mmes Magali Zuercher et Sylvie Favre.
7 décembre	2004/26	24 juin : Construction d'un centre de quartier et de loisirs à Chailly. Demande d'un crédit d'étude.
—	2004/47	28 octobre : Collège de Chailly : travaux d'assainissement, rénovation et transformations de la salle de gymnastique – Demande de crédit d'ouvrage.

Date de la
décision du
Conseil communal

N°

Sécurité sociale et environnement

5 octobre	2004/20	27 mai : Société coopérative de construction et d'habitation Domus. Projet de construction d'un bâtiment comprenant 15 logements subventionnés et un parking de 8 places intérieures, sis rue de la Borde 7. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement. Octroi d'un cautionnement simple.
8 décembre	2004/37	16 septembre : Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et promenades. Crédit-cadre annuel 2005.
—	2004/44	21 octobre : Fondation lausannoise pour la construction de logements. Projet de construction de quatre bâtiments comprenant au total 55 logements subventionnés, une garderie, un parking souterrain de 42 places et 17 places de parc extérieures sis route de la Clochatte. Constitution d'un droit de superficie. Octroi des aides publiques prévues par la Loi du 9 septembre 1975 sur le logement. Octroi d'un prêt chirographaire. Octroi d'un cautionnement solidaire.
—	2004/45	21 octobre : Aide sociale lausannoise complémentaire.
—	2004/49	4 novembre : Coût des structures nocturnes d'hébergement d'urgence. Réponse à la motion de M. Dino Venezia.

Date de la
décision du
Conseil communal

N°

Services industriels

5 octobre	2004/28	1 ^{er} juillet : Remplacement et extensions ordinaires des réseaux des Services industriels pour l'exercice 2004. Demande de crédit complémentaire.
8 décembre	2004/40	23 septembre : Remplacement et extensions ordinaires des réseaux des Services industriels. Crédits-cadre annuels 2005.

RAPPORTS AU CONSEIL COMMUNAL

Date de la décision du Conseil communal	N°	Administration générale et finances
—	2004/1	2 décembre : Rapport sur l'état des motions en suspens.

MOTIONS EN SUSPENS AU 31 DÉCEMBRE 2004

Administration générale et finances

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse ¹
13.11.2001	VUILLEMIN Philippe	Pour une meilleure prévention et lutte contre le mobbing au sein de l'Administration communale lausannoise	<i>31 mars 2005</i>
19.03.2002	GILLIARD Diane	Pour une étude visant à la création d'une maison des associations lausannoises	<i>31 décembre 2005</i>
09.04.2002	BRON Alain	Nouvelles technologies de l'information pour tous	<i>31 mars 2006</i>
28.05.2002	PAYOT Pierre	Pour l'étude de l'abandon de la taxe sur les divertissements	<i>30 septembre 2005</i>
11.06.2002	BOURQUIN Jean-Christophe	Lausanne visible : pour la mise en place d'un marketing urbain lausannois	<i>30 juin 2005</i>
11.06.2002	GHELFI Fabrice	«Sept semaines de vacances pour les apprentis !»	30 juin 2004
11.06.2002	GHELFI Fabrice	«Pour que les parents de tous les enfants soient sur un pied d'égalité»	30 juin 2004
26.11.2002	ANSERMET Eddy	Pour une radicale amélioration du service au public	<i>31 décembre 2005</i>
13.05.2003	BONVIN Jacques	Etude des possibilités de migration de l'informatique communale vers les logiciels libres et les systèmes ouverts	<i>30 septembre 2005</i>
03.06.2003	HUBLER Alain	Pour un Grand-Lausanne démocratique et participatif	31 juillet 2006
17.06.2003	VENEZIA Dino	«Non à la retraite à 40 ans pour les conseillers municipaux. Non à un système de retraite incitant à la démagogie»	<i>31 mars 2005</i>
02.09.2003	MEYSTRE Gilles	Pour un système d'information aux élus radicalement nouveau et économique, générant moins de paperasse et plus efficace	<i>31 décembre 2005</i>
16.09.2003	GERMOND Florence et BOURQUIN Jean-Christophe	«Des tl remonte-pentes pour les vélos»	<i>30 juin 2005</i>
07.10.2003	DE MEURON Thérèse	Etude de la faisabilité de la création d'une crèche-garderie aux fins d'accueillir les enfants des collaborateurs de l'Administration communale	<i>30 juin 2005</i>
31.08.2004	BOURQUIN Jean-Christophe	Pour un exercice d'assouplissement budgétaire	28 février 2006
14.09.2004	JUNOD Grégoire	Pour un prolongement de la ligne de bus n° 15	<i>30 juin 2005</i>
05.10.2004	EGGLI André	Lausanne «hors zone» de l'Accord général sur le commerce des services	30 avril 2005
05.10.2004	PAYOT Pierre	Etude d'une modification des statuts de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne afin de permettre au Conseil communal de prendre, pour améliorer le taux de couverture, des mesures autres que la seule augmentation des cotisations	30 avril 2005
05.10.2004	ZUERCHER Magali	Pour une impression plus rationnelle du Bulletin des séances du Conseil communal	31 octobre 2005
09.11.2004	PERRIN Charles-Denis	«Investir dans la pierre pour une santé de fer...»	31 mai 2005
09.11.2004	PERRIN Charles-Denis	Une Caisse de pensions communale plus éthique et transparente	31 mai 2005
08.12.2004	SCHNEIDER Gianni John	«Un site internet culturel performant : un atout touristique pour la ville»	30 juin 2005

¹ Les délais en italiques sont ceux *proposés* par la Municipalité dans son rapport n° 2004/1, du 2 décembre 2004, sur les motions en suspens

Direction de la sécurité publique

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
30.06.1981	FRANCK Alain	Réglementation plus restrictive des heures d'ouverture et de fermeture des magasins et création d'une commission extraparlamentaire pour résoudre les problèmes qui se posent périodiquement en ce domaine	31 décembre 2004
13.03.1984	ROSSET Jean-Claude	Ouverture nocturne hebdomadaire des magasins à titre d'essai durant un an	31 décembre 2004
25.06.1991	BURNET Olivier	En faveur d'une extension des heures d'ouverture des magasins à Lausanne et à Ouchy en particulier	31 décembre 2004
22.02.1994	CAVIN Yves-André	Introduction généralisée des ouvertures «en soirée» des commerces domiciliés dans les quartiers forains	31 décembre 2004
25.06.1996	FASEL Dominique	Pour la modification du règlement sur les heures d'ouverture des magasins du 13 juin 1967	31 décembre 2004
28.01.1997	ZAMORA Silvia	Pour le prolongement des heures d'ouverture en soirée des commerces indépendants	31 décembre 2004
18.03.2003	SEGURA Serge	Etude de faisabilité d'une unité de police cycliste	31 mars 2005
02.09.2003	DUNANT Marc	Lausanne, ville centre... aussi la nuit !	30 juin 2005
29.06.2004	GHELFI Fabrice	Pour harmoniser la liste des jours de repos public entre le Règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins et le Règlement général de police	30 juin 2005
31.08.2004	GHELFI Fabrice	«Pour un jour de repos supplémentaire : le 2 janvier !»	30 juin 2005
31.08.2004	GHELFI Fabrice	«Emploi de policiers à la Ville de Lausanne : pour une analyse des conditions de travail et des enjeux des prochaines années»	31 août 2005

Direction culture, sports, patrimoine

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
25.06.1996	BAVAUD Léopold	Demande d'étude de construction d'une couverture pour les adeptes de la pétanque et autres jeux de boules (1 ^{ère} réponse de la Municipalité refusée)	31 mai 2005
01.07.2002	JUNOD Grégoire	Pour la création d'un passeport culturel et sportif à Lausanne	30 juin 2005
30.06.2003	TRUAN Isabelle	«Programmation d'une piscine olympique»	30 juin 2005
02.09.2003	BRON Alain	Pour la définition d'institutions sportives phares	31 mars 2005
07.10.2003	CAVIN Pierre-Yves	Etude de la possibilité de transférer des immeubles du patrimoine administratif auprès de la Caisse de pensions de la Ville de Lausanne en échange d'immeubles à l'usage de l'administration	31 octobre 2005
04.05.2004	MEYSTRE Gilles	Motion demandant à la Municipalité de définir un plan directeur de la culture lausannoise	30 novembre 2005
29.06.2004	BOURQUIN Jean-Christophe	«Chaque année, deux opéras pour tous !»	31 mars 2005
29.06.2004	BUFFAT Marc-Olivier	Octroi d'un crédit d'étude destiné à l'établissement d'un avant-projet de plan de réalisation et d'étude d'implantation d'une piscine olympique couverte à Lausanne, notamment en collaboration avec Lausanne Région	30 juin 2005
31.08.2004	BRON Alain	«Infrastructures sportives à Lausanne : pour un état des lieux et un plan d'investissements»	31 août 2005
23.11.2004	MÜLLER Elisabeth	Pour la valorisation de la forêt de Sauvabelin en tant que milieu naturel et lieu de promenade	31 mai 2005

Direction des travaux

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
02.07.1996	SANTSCHI Pierre	Pour le classement de l'intégralité du site de l'Hermitage	31 mars 2005
03.06.1997	REY Eliane	Révision des plans de quartier n ^{os} 584 et 610 de la Commune de Lausanne, au lieu-dit «L'Hermitage», concernant les terrains situés entre l'avenue Louis-Vulliemin, le sentier du Signal, le lieu-dit «Le Signal», les terrains régis par le plan légalisé n ^o 574, le chemin de Montmeillan, la rue du Vallon, la rue de la Barre, en vue de supprimer la zone encore constructible du plus récent des deux plans	31 mars 2005
24.02.1998	CAVIN Yves-André	Introduction de zones résidentielles et de détente limitées au trafic à 30 km/h dans les quartiers forains (1 ^{ère} réponse municipale refusée pour ce qui concerne Vers-chez-les-Blanc)	30 avril 2006
04.05.1999	JUNOD Grégoire	Pour un réaménagement de la place du Tunnel	31 décembre 2005
21.03.2000	FAUCHERRE Alain	Etudier les possibilités de développement à Lausanne d'une installation de biométhanisation des déchets organiques	31 décembre 2003
21.03.2000	FRANÇAIS Olivier	Définir et classer les propriétés communales selon leur intérêt public, en relation avec les projets de développement collectif ou privé	30 juin 2004
02.05.2000	RUDASIGWA Antoine	Assurer une accessibilité adaptée aux employés du CHUV	31 décembre 2005
18.03.2003	FAVRE Sylvie	Pour un moratoire sur tous les projets en lien avec le site de Malley et pour la création d'une commission intercommunale	31 mars 2005
03.09.2003	CAVIN Yves-André	Amélioration de la situation des transports publics sur l'avenue d'Échallens (1 ^{ère} réponse municipale refusée)	30 novembre 2004 ²
15.06.2004	CAVIN Yves-André	Pour une sécurité optimale de tous les habitants et usagers de l'avenue d'Échallens	31 décembre 2005
14.09.2004	PERNET Jacques	«Des panneaux informatisés pour... informer !»	31 mars 2005
08.12.2004	GERMOND Florence	«Construction du m ² : pour un plan de mesures d'accompagnement»	31 décembre 2005

Direction de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
05.10.1999	BRON Alain	Ecoles lausannoises : un exercice pratique de démocratie	31 décembre 2003
05.10.1999	PASCHE Angelina	La meilleure garantie du maintien d'un état démocratique passe par un enseignement civique actif	31 décembre 2003
26.09.2000	MAURER-SAVARY Myriam	Pour un partenariat parents-école à Lausanne	31 décembre 2003
29.05.2001	PEIRY-KLUNGE Florence	Subventionnement de la prise en charge familiale des jeunes enfants (1 ^{ère} réponse de la Municipalité refusée)	31 mai 2005
21.01.2002	PASCHE-CASADEI Angelina	Pour la création d'un bureau d'orientation pour les familles	31 mars 2005
13.05.2003	CORNAZ Mireille	«Fumée, alcool, cannabis... Motion demande à nos Autorités de prendre des mesures pour diminuer leur consommation chez les jeunes»	30 juin 2005
03.06.2003	SAVARY Géraldine	Pour des éducateurs à la rencontre des jeunes	31 mars 2004
02.09.2003	GERMOND Florence	Pour instaurer des rencontres entre les élus lausannois et les élèves des écoles lausannoises	31 mars 2004
02.09.2003	LONGCHAMP Françoise	Motion invitant la Municipalité à examiner la manière dont elle pourrait réaliser, en collaboration avec les institutions oeuvrant en la matière et les entreprises locales, une grande campagne de prévention générale des problèmes d'alcool chez les jeunes	30 juin 2005
11.11.2003	HUBLER Alain	«Une formation professionnelle pour les sans-papiers»	30 avril 2004

² Classement de cette motion proposé par la Municipalité dans son rapport n^o 2004/1, du 2 décembre 2004, sur les motions en suspens

31.08.2004	MAURER-SAVARY Myriam	Pour une participation des enfants handicapés (sourds, aveugles, etc.) à la Fête du Bois et à la Fête des écoles enfantines	31 mars 2005
23.11.2004	GHELFI Fabrice	Pour une étude visant à aménager le site de Sauvabelin	30 novembre 2005
08.12.2004	VERDON Antoine	Pour la création d'un parlement communal des jeunes	30 juin 2005

Direction de la sécurité sociale et de l'environnement

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
13.02.2001	DE MEURON Thérèse	Etude d'autres solutions aux fins d'offrir des chances de réinsertion professionnelle dans de vraies entreprises	30 juin 2005
27.11.2001	PERRIN Charles-Denis	Participation au développement de nouvelles formes d'aide et d'assistance aux personnes âgées précarisées ou handicapées, ainsi qu'aux professionnels et associations qui œuvrent en leur faveur	30 juin 2006
30.06.2003	EGGLI Andrea	«Bons de transport pour personnes à mobilité réduite»	30 juin 2004
07.10.2003	GILLIARD Diane	Pour le maintien des locataires dans leur logement et la mise en œuvre de mesures efficaces pour éviter les expulsions	31 mars 2005

Direction des services industriels

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
26.11.2002	PERRIN Charles-Denis	Pour un abaissement des frais de chauffage de tous les habitants qui se raccordent au chauffage à distance	30 juin 2005

PROJETS DE RÈGLEMENTS OU DE DÉCISIONS EN SUSPENS AU 31 DECEMBRE 2004

Administration générale et finances

Date renvoi	Auteur	Titre	Délai de réponse
29.09.1998	BRUN Michel	Amélioration des pouvoirs du Conseil communal en matière de surveillance de l'activité municipale et administrative et renforcement de l'indépendance du Service de la révision	31 mars 2005
17.06.2003	MEYLAN Georges Arthur	Pour une information exhaustive du Conseil communal	31 mars 2005
17.06.2003	MEYLAN Georges Arthur	Projet de règlement relatif aux crédits complémentaires	31 mars 2005
16.09.2003	GHELFI Patrice	Projet de règlement visant à la création d'une commission permanente de politique régionale	31 décembre 2005
16.09.2003	GLATZ Georges	Projet de règlement demandant que le registre des intérêts des conseillers communaux soit mis sur le site officiel de la Commune de Lausanne	31 mars 2005
10.12.2003	SANTSCHI Pierre	Titre d'une motion lors d'une prise en considération partielle	31 mars 2005
30.03.2004	GRIN Nicole	Modification de l'article 82, alinéa 1, du Règlement du Conseil communal	31 mars 2005

**PÉTITIONS EN SUSPENS
AU 31 DÉCEMBRE 2004**

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET FINANCES		
21.03.00	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour l'engagement du (de la) délégué(e) aux relations entre usagers et l'administration communale».
06.03.01	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour une offre de baby-sitting civique à Lausanne».
26.06.01	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour une ouverture cohérente de l'information au public».
09.04.02	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour une meilleure transparence et connaissance des coûts» <i>(s'agissant des prestations et subventions fournies par la Ville)</i>
28.05.02	Radicaux lausannois	«Non à la taxe sur les divertissements !».
18.03.03	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour le respect des articles 66 et 67 du Règlement du Conseil communal». <i>(réponse de la Municipalité aux motions et pétitions - délai)</i>
17.02.04	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour l'information et la participation des pétitionnaires» <i>(s'agissant du point 3 demandant que les pétitionnaires reçoivent copie des déterminations des autorités à qui le Conseil communal a transmis leurs pétitions pour étude, et cela pour toutes celles renvoyées par le Conseil communal depuis le 1.1.1998)</i>
17.02.04	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour la connaissance du droit de pétition»
17.02.04	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour une information du public respectueuse du public» <i>(sans le premier volet concernant l'affichage des heures d'ouverture d'Info Cité, retiré par le pétitionnaire)</i>
08.12.04	M. Carl Kyril Gossweiler	«Pour favoriser l'utilisation des tl pour les citoyens qui se rendent à l'Administration communale lausannoise»

Une réponse à ces diverses pétitions sera donnée, courant 2005, dans le cadre d'un rapport global sur les pétitions en suspens.

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
		SÉCURITÉ PUBLIQUE
09.05.78	Comité de défense des travailleurs des grands magasins	Heures d'ouverture et de fermeture.
07.12.82	Parti socialiste lausannois	Diminution des heures d'ouverture des magasins.
26.09.00	Association Déclic et consorts	Pour une ouverture prolongée des magasins le jeudi jusqu'à 21 heures.

Conformément au vœu émis par la commission du Conseil communal chargée de son examen, le rapport-préavis n° 159 du 6 juillet 2000, qui répondait aux deux premières pétitions et aux motions A. Franck, J.-C. Rosset, O. Burnet, Y.-A. Cavin, D. Fasel et S. Zamora, a été retiré. Un nouveau rapport-préavis, qui proposera diverses modifications du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins, sera prochainement adressé au Conseil communal. Dites modifications consisteront en une prolongation, le samedi, de 17 h. à 18 h., de l'horaire d'exploitation des commerces, ainsi qu'en l'introduction de deux jours fériés supplémentaires, à savoir le 2 janvier et le lundi de Pentecôte, en réponse à deux motions y relatives, déposées par M. F. Ghelfi.

14.11.00	Coopérative Taxi-City	Pour une station de taxis mixte A et B sur la place de la Gare à Lausanne.
----------	------------------------------	--

S'agissant de l'attribution des autorisations d'exploiter un service de taxis avec permis de stationnement sur le domaine public, le Tribunal fédéral a, par arrêt du 28 octobre 2002, annulé celui du Tribunal administratif du 3 janvier 2002. Il s'ensuit que la cause, qui se trouvait à nouveau pendante devant ledit tribunal, vient d'être renvoyée par ce dernier à l'autorité intimée pour nouvelle décision. En conséquence, dès lors que le mode de faire qui sera retenu revêt une grande importance pour la réponse à donner à cette pétition, il convient d'attendre l'issue de la procédure en cours pour rédiger le rapport-préavis ad hoc.

TRAVAUX

02.07.91	Associations radicales de La Sallaz, Chailly, Marterey-Bugnon + commerçants de La Sallaz et habitants des quartiers concernés	Réalisation de la liaison Vennes-St-Martin, d'un parking et d'une place piétonne à La Sallaz.
----------	--	---

La Municipalité répondra à cette pétition dans le cadre du préavis concernant le plan partiel d'affectation de la Vallée supérieure du Flon, le réaménagement de la place de la Sallaz et le projet de construction de la route de contournement, qui sortira en septembre 2005.

30.06.03	Mme Monique Corbaz et consorts	Demande de classement en «zone de rencontre» du quartier des Fleurettes, actuellement en zone «30».
----------	---------------------------------------	---

La Municipalité répondra à cette pétition dans le cadre du préavis relatif à la demande de crédit concernant la réfection des collecteurs du quartier des Fleurettes qui sortira en automne 2005.

28.10.03	M. Christophe Changeat et Mme Nathalie Samuel	«Sauvons la Cité!».
----------	--	---------------------

La Municipalité répondra à cette pétition dans le cadre du rapport-préavis concernant le Plan général d'affectation qui sortira avant le printemps 2005.

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
23.11.04	Association La Fièvre et consorts	Pour un accès au quartier de Sévelin.

La Municipalité répondra à cette pétition par une communication au Conseil communal dans le courant du mois de juin 2005.

ENFANCE, JEUNESSE ET EDUCATION

15.01.80	Habitants du quartier	Création à Chailly d'une garderie et d'une halte-garderie; mise à disposition de locaux pour le Centre de loisirs.
----------	------------------------------	--

Une réponse positive a été apportée lors de l'acceptation par le Conseil communal, en sa séance du 25 novembre 2003, du préavis N° 2003/40 mais les conclusions de ce préavis n'intègrent pas une réponse formelle de la Municipalité. Le nécessaire en ce sens sera fait dans le cadre d'un rapport global sur les pétitions en suspens.

08.05.01	Locataires des bâtiments de la rue St-Martin 20-22	Préoccupations des locataires concernant l'installation de l'Espace autogéré à la rue César-Roux et la nouvelle Dolce Vita à la rue St-Martin.
----------	---	--

La Municipalité a abandonné le projet d'installer une nouvelle Dolce Vita à la rue St-Martin. Par contre, le Conseil communal a accepté la création d'une nouvelle scène pour les musiques actuelles dans le quartier de Sévelin (préavis N° 2003/33) mais les conclusions de ce rapport-préavis n'intègrent pas une réponse formelle de la Municipalité à ce sujet. Le nécessaire en ce sens sera fait dans le cadre d'un rapport global sur les pétitions en suspens.

28.10.03	Société de développement du Nord et consorts	Pour un équipement convenable à la salle polyvalente de Bois-Gentil
----------	---	---

La Municipalité a informé le Conseil communal lors de la discussion sur la pétition que la priorité du maître de l'ouvrage était de terminer le programme voté par le Conseil communal qui est de créer un office dans un local proche de la salle de gymnastique et de prévoir une protection du sol de ladite salle de gymnastique lors de manifestations non sportives. Une réponse sera proposée au Conseil communal dès la fin de ces travaux. Dès lors que les travaux ne sont pas terminés, la commentaire de l'an dernier est toujours d'actualité.

SÉCURITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENT

18.03.03	M. M. Ospelt et consorts	Mise à disposition d'abris de la protection civile pour pallier la pénurie d'appartements à Lausanne.
----------	---------------------------------	---

Datée de 1991, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité en 2003. Dans les faits, la mise à disposition d'un abri de protection civile pour compléter l'offre en hébergement d'urgence durant la mauvaise saison s'est concrétisée dès l'hiver 2001-2002. Cette situation a été évoquée dans le rapport-préavis 2003/43 (Nouvelle politique du logement). Une communication rappelant que la pétition a été suivie d'effet sera adressée au Conseil communal en février 2005.

Renvoi Mpté	Pétitionnaires	Objet
13.05.03	Groupe du lac et des loisirs pour invalides	Pour que les bons de transports ne subissent pas les réductions d'utilisation signifiées aux utilisateurs par la Direction de la sécurité sociale.

Datée de 2003, cette pétition constituait un écho aux réflexions relatives au financement des courses de loisirs pour personnes à mobilité réduite. Ces réflexions se sont poursuivies tout au long de 2004. Le Conseil communal sera invité à se déterminer sur les projets de la Municipalité dans le cadre de l'examen du rapport-préavis 2005/03.

11.11.03	Mme Diane Stiner et consorts (2960 signatures)	En faveur du maintien de la zone actuellement autorisée aux chiens dans les ruines romaines de Vidy.
----------	---	--

Traitée une première fois par le Conseil communal le 18 mars 2003, cette pétition a été renvoyée à la Municipalité le 11 novembre de la même année. Entre temps (le 8 avril 2003), le Conseil communal avait eu l'occasion de débattre du rapport-préavis 2002/65 (Mesures visant à l'amélioration de l'intégration des chiens à Lausanne) qui répond déjà d'une certaine manière à la pétition. La Municipalité précisera ses intentions dans une communication qui sera adressée en 2005 au Conseil communal.

08.12.04	Mme Marlyse Neyroud et consorts	Pour l'aménagement de la place de jeux de Chandieu.
----------	--	---

Il y sera répondu courant 2005.

SERVICES INDUSTRIELS

Néant

PÉTITIONS ADRESSÉES À LA MUNICIPALITÉ EN 2004

Date enregistrement	Pétitionnaires	Objet
TRAVAUX		
12.08.2004	M. Carl Kyril Gossweiler, Lausanne (pétition par courriel)	Etude de la possibilité d'utiliser des troncs d'arbres comme moyen de parcage pour les vélos, notamment à proximité des places de jeux.
<p><i>Il a été répondu à cette pétition par lettre du 13 septembre 2004 sous signature du directeur des travaux, puis par message électronique du 22 octobre 2004, confirmant qu'il paraît peu judicieux de retenir un tel système de stationnement en milieu urbain, où la densité des activités et du passage ne permettrait pas de garantir une protection adéquate.</i></p>		
18.11.2004	M. Thierry Ackermann et Mme Laurence Lenoir, av. Esplanade 16	«Pour assurer la sécurité de la circulation à l'avenue de l'Esplanade, à Lausanne»

La Municipalité a répondu à cette pétition par lettre du 20 décembre 2004. Une rencontre a été proposée aux pétitionnaires le 8 juin 2005 afin de faire le point six mois après le rétablissement des flux de circulation sur l'avenue de l'Esplanade.

DÉLÉGATIONS DES MEMBRES DE LA MUNICIPALITÉ (Situation au 31 décembre 2004)

M. Daniel BRÉLAZ, syndic

- Association des Fêtes de Noël à Lausanne (comité)
- Association TV Région Lausanne (comité)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Commission intercommunale de la taxe de séjour / Fonds d'équipement touristique
- Communauté d'intérêts Simplon – Lötschberg
- Compagnie générale de navigation sur le lac Léman S.A. (comité de direction et conseil d'administration)
- Conseil du Léman
- Conseil pour le développement économique du canton de Vaud (conseil d'administration et bureau du conseil)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise (bureau de coordination, commission de financement régional, commission de promotion économique)
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués et comité de direction)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Tramway du Sud-Ouest lausannois (TSOL) S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Union des communes vaudoises (comité et groupe des villes)
- Union mondiale des villes olympiques (conseil exécutif)
- Union des villes suisses (comité et commission des finances)

Mme Doris COHEN-DUMANI, directrice de la sécurité publique

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (conseil intercommunal)
- Bureau vaudois d'adresses (comité de direction et bureau du comité)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Communauté de la région lausannoise (COREL) – Secteur Est + Plate-forme «Territoire et équipement» + groupe «Installations sportives»
- Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher S.A. (LEB) (conseil d'administration et comité de direction)
- Conférence des directeurs de police des villes suisses
- Conférence des directeurs de police du Service intercommunal des taxis
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises
- Conseil des communes et régions d'Europe – Section suisse (comité)
- Conseil exécutif de l'établissement primaire et secondaire du Mont-sur-Lausanne (suppléante)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation BVA (conseil de fondation)
- Fondation du Théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation Dussieur (conseil de fondation)
- Fondation pour l'enseignement du judaïsme à l'Université de Lausanne (FEJUNIL) - *Mandat ad personam*
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)

M. Jean-Jacques SCHILT, directeur Culture, sports, patrimoine

- Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS) (conseil de fondation)
- Association Mémoire de Lausanne (comité)
- Association suisse des services des sports, section Suisse romande et Tessin (présidence)
- Association World Sport Forum (comité)
- Beaulieu Exploitation S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration – suppléant)
- Centre intercommunal de glace de Malley (CIGM) S. A.
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation de l'Académie de musique de Lausanne (conseil de fondation et comité de direction)
- Fondation de l'Hermitage (conseil de fondation)
- Fondation du Festival de la Cité (conseil de fondation)
- Fondation du musée olympique (conseil de fondation)
- Fondation du Théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation Mary Toms – Pierre Pauli (conseil de fondation) – *Mandat ad personam*
- Fondation Métropole (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation et comité de direction)
- Fondation pour la mucoviscidose (président) – *Mandat ad personam*
- Fondation pour les musiques actuelles
- Fondation Sport-études Lausanne (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Nord + groupe «Installations sportives»
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Orchestre de chambre de Lausanne (conseil de fondation et comité de direction)
- Sisex – Société italo-suisse d'exploitation du Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Commission des affaires sportives

M. Olivier FRANÇAIS, directeur des travaux

- Association intercommunale «Pôle Blécherette Région»
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal)
- CN Serpentine S.A. (conseil d'administration)
- Commission COH (comité exécutif)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman
- Entreprise de correction fluviale Flon-Vuachère (commission exécutive)
- GEDREL S.A. (conseil d'administration)
- Glaciers 3000 S.A. (conseil d'administration) – *Mandat ad personam*
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Ouest + plate-forme «Territoire et équipements» + groupe «Transports»
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Orchestre de chambre de Lausanne (conseil de fondation)
- Tramway du Sud-Ouest lausannois S.A. (TSOL) (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- TRIDEL S.A. (conseil d'administration)

M. Oscar TOSATO, directeur de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal - suppléant)
- Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne (conseil)
- Centre d'orientation et formation professionnelles (COFOP) (conseil)
- Commission consultative permanente des constructions scolaires
- Commissions scolaires :
 - de Lausanne
 - de l'arrondissement secondaire lausannois
 - de l'enseignement spécialisé
- Conseil exécutif de l'établissement primaire et secondaire du Mont-sur-Lausanne
- Conservatoire de Lausanne (conseil de fondation)
- Ecole cantonale pour enfants sourds (conseil)
- Ecole d'études sociales et pédagogiques (conseil de fondation)
- Ecole de couture (conseil)
- Ecole d'ingénieurs du canton de Vaud (EIVD)
- Ecole hôtelière (conseil de fondation)
- Ecole professionnelle commerciale (conseil)
- Ecole professionnelle de la société industrielle et commerciale (EPSIC) (conseil)
- Ecole romande d'arts et communication (ERACOM) (conseil)
- Ecole sociale de musique (conseil)
- Ecole technique – Ecole des métiers (conseil)
- Fondation de l'Espace des inventions (conseil de fondation)
- Fondation du Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil
- Fondation Dussieur (conseil de fondation)
- Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Futur'app (comité)
- Groupe Contact Jeunesse (conseil)
- Haute École de Gestion (HEG) (conseil)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur est (suppléant) et groupe «Petite enfance»
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- REUSSIC – Association pour le perfectionnement professionnel (comité)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Plate-forme sociale : Conférence des responsables politiques (suppléant)
- Université populaire (conseil général)

Mme Silvia ZAMORA, directrice de la sécurité sociale et de l'environnement

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal - suppléante)
- Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS – AI – APG (conseil d'administration)
- Centre de St-Martin (conseil de direction)
- Commission cantonale pour la prévention et la lutte contre la toxicomanie
- Commission consultative cantonale du logement
- Conseil des présidents des centres sociaux régionaux
- Ecole cantonale d'arts de Lausanne (ECAL) (conseil) – *Mandat ad personam*
- Fondation du théâtre municipal pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Ouest (suppléante) + groupe «Toxicomanie»
- Lausanne Tourisme (comité de direction et conseil des délégués) – *Mandat ad personam*
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Organisme médico-social vaudois (conseil d'administration)
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)

- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Plate-forme sociale : Conférence des responsables politiques
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (conseil de fondation)

Mme Eliane REY, directrice des services industriels

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (conseil intercommunal – suppléante)
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux usées de la région du bassin supérieur du Talent (conseil intercommunal)
- Batsol S.A. (conseil d'administration)
- Boisy TV S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration – suppléante)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées (STEP) (suppléante)
- CVE – Romande Energie S.A. (conseil d'administration)
- Digi TV S.A. (conseil d'administration)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration)
- Fondation Arsenic (Centre d'art scénique contemporain) (conseil de fondation)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation du Festival international du film sur l'énergie (FIFEL) (conseil de fondation)
- Fondation pour l'innovation technologique (conseil de fondation)
- Fonds communal pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables (comité)
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A. (conseil d'administration)
- Forces motrices Hongrin-Léman S.A. (conseil d'administration)
- Gaznat S. A. (conseil d'administration)
- Grande Dixence S.A.
- Lausanne Région / Communauté de la région lausannoise – Secteur Nord (suppléante) + plate-forme «Territoire et équipements» + groupe «Fluides»
- Néotechnologies S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise (conseil d'administration)
- Union des villes suisses – Groupe de travail des responsables politiques des services industriels des villes

ASSOCIATIONS, FONDATIONS, SOCIÉTÉS COMMERCIALES : AUTORISATION GÉNÉRALE SELON L'ARTICLE 17, CH. 7 DU RÈGLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL

Par décision du 5 septembre 2002, le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au terme de la législature, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, ainsi que de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, dans les limites prévues par l'art. 17, ch. 7 du Règlement du Conseil communal, cette autorisation étant limitée :

- pour les associations, aux où la cotisation annuelle n'excède pas 5'000 francs.
- pour les fondations, à ceux où la participation au capital de dotation ne dépasse pas 25'000 francs
- pour les sociétés commerciales, à l'acquisition de parts pour un montant de 50'000 francs au plus.

La Municipalité a fait l'usage suivant de cette autorisation :

Adhésion à des associations

- *Association des fêtes de Noël à Lausanne*, pour une cotisation annuelle à fixer, mais inférieure à 5'000 francs (décision du 4 novembre 2004)

Participations dans des sociétés commerciales

- Participation au capital-actions de *Biopôle S.A.*, à raison de 50'000 francs (décision du 4 mars 2004)
- Participation au capital-actions de *Medipol S.A.*, à raison de 50'000 francs, par l'intermédiaire du Fonds de capital-risque (décision du 12 août 2004)

